



## Chapitre F-1

### LOI SUR LES FABRIQUES

#### SECTION I

#### DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, les termes suivants désignent:
- «chancelier»; a) «chancelier»: le clerc qui est chargé de la garde des archives d'un diocèse;
- «curé»; b) «curé»: le clerc qui est préposé à l'administration d'une paroisse; ce terme comprend un curé, un quasi curé, un vicaire actuel, un vicaire économe, un vicaire par interim, un vicaire coadjuteur et un vicaire substitut;
- «desserte»; c) «desserte»: un territoire érigé canoniquement en desserte pour les fins de la religion catholique romaine au bénéfice des fidèles de cette religion;
- «desservant»; d) «desservant»: le clerc qui est préposé à l'administration d'une desserte;
- «diocèse»; e) «diocèse»: un territoire soumis à la juridiction d'un évêque catholique romain et situé en tout ou en partie dans les limites du Québec; ce terme comprend un archidiocèse, un diocèse, une éparchie, un vicariat apostolique, une préfecture apostolique, une prélature *nullius* et une abbaye *nullius*;
- «évêque»; f) «évêque»: le clerc qui est préposé à l'administration d'un diocèse; ce terme comprend un archevêque, un évêque, un éparque, un vicaire apostolique, un préfet apostolique, un prélat *nullius*, un abbé *nullius*, un administrateur apostolique, un vicaire capitulaire, un vicaire général, un pro-vicaire dans un vicariat apostolique, un pro-préfet dans une préfecture apostolique, un vicaire délégué dans un vicariat apostolique ou dans une préfecture apostolique, et un clerc spécialement délégué à cette fin par un évêque;
- «fabrique»; g) «fabrique»: une corporation constituée en vertu de la présente loi et formée du curé d'une paroisse ou du desservant d'une desserte et des marguilliers de cette paroisse ou desserte;
- «fabrique préexistante»; h) «fabrique préexistante»: une corporation constituée antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1966 et formée du curé et des marguilliers d'une paroisse;
- «paroisse»; i) «paroisse»: un territoire érigé canoniquement en paroisse ou

en quasi-paroisse pour les fins de la religion catholique romaine au bénéfice de fidèles de cette religion;

« paroissien »;

j) « paroissien »: une personne majeure de religion catholique romaine qui appartient à une paroisse ou à une desserte et qui n'est pas un clerc attaché au service de cette paroisse ou desserte;

« paroissien propriétaire »;

k) « paroissien propriétaire »: un paroissien qui possède depuis au moins six mois, à titre de propriétaire, un immeuble situé dans la paroisse ou desserte;

« vice-chancelier ».

l) « vice-chancelier »: le clerc qui exerce la fonction de principal assistant du chancelier.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 1; 1973, c. 71, a. 1.

## SECTION II

### L'ÉVÊQUE

Décret. **2.** L'évêque d'un diocèse peut, par décret, ériger dans son diocèse des paroisses et des dessertes, les démembrer, les diviser, les supprimer ou les annexer à d'autres paroisses ou dessertes, et en changer les limites. Il détermine également par décret les conditions qu'une personne doit remplir pour être paroissien de cette paroisse ou desserte.

Copie et publication.

Une copie certifiée de ce décret doit être transmise sans délai au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières. Avis du décret est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 2; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 115; 1975, c. 76, a. 11.

Effet. **3.** Le décret d'un évêque en vertu de l'article 2 a, à compter de la publication de l'avis prévu à l'article 2, plein effet pour toutes fins civiles.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 3.

Pouvoirs de l'évêque.

**4.** L'évêque peut, dans son diocèse:

a) arrêter l'emplacement des églises, des chapelles et des autres édifices paroissiaux ainsi que des cimetières, en approuver les plans, les devis et le coût;

b) arrêter, avec l'approbation du ministre des affaires sociales, l'emplacement de tout nouveau cimetière;

c) désaffecter un cimetière ou décréter que les cadavres n'y seront plus inhumés;

d) réglementer l'exercice du culte dans les églises, les chapelles et les autres lieux de culte;

e) nommer et révoquer les curés, les desservants et les clercs auxiliaires dans les paroisses et les dessertes;

f) fixer les droits d'étole ainsi que les droits pour les actes de juridiction ecclésiastique et en déterminer les bénéficiaires;

g) fixer la rémunération, les allocations, les avantages et la pension de retraite payables par les fabriques aux curés, aux desservants et aux clercs auxiliaires et en préciser le mode et les conditions de paiement;

h) établir, lors de la division ou du démembrement d'une paroisse ou d'une desserte, le partage des biens et des obligations des fabriques intéressées.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 4; 1968, c. 78, a. 1; 1970, c. 42, a. 17; 1973, c. 71, a. 2.

Pouvoirs de l'évêque.

**5.** L'évêque peut en outre pour son diocèse faire des règlements pour:

a) assurer le maintien de la décence et du bon ordre dans les églises, chapelles, lieux de culte et cimetières catholiques romains;

b) déterminer les conditions d'admission à la sépulture ecclésiastique et à l'inhumation dans les cimetières catholiques romains;

c) fixer les prélèvements payables par les fabriques à la corporation épiscopale de leur diocèse;

d) régir la réparation ou l'entretien des immeubles des fabriques et les travaux nécessaires à ces fins et prescrire que dans certains cas ces travaux ne pourront être entrepris sans l'autorisation préalable de l'évêque;

e) régir la construction des églises, des presbytères et des autres immeubles des fabriques;

f) régir les dépenses des fabriques, en établir les conditions et prescrire celles qui ne pourront être faites sans l'autorisation préalable de l'évêque;

g) définir, pour l'application du paragraphe *i* de l'article 26, la notion de «bien meuble présentant un intérêt historique ou artistique».

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 5; 1968, c. 78, a. 2; 1973, c. 71, a. 3.

Visiteur.

**6.** L'évêque est le visiteur des fabriques de son diocèse. Il peut à ce titre les visiter et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de leurs affaires; il peut, mais sans préjudice des droits des tiers, les obliger à faire tout ce qu'il juge utile et nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de leurs oeuvres et à cesser de faire tout ce qu'il juge ne pas être approprié ou nécessaire à telles fins.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 6.

Chancelier. **7.** Le chancelier du diocèse a la garde des décrets rendus par l'évêque en vertu de l'article 2; il doit les conserver au bureau de la chancellerie du diocèse où toute personne intéressée peut au besoin et sans frais en prendre communication et même en prendre des extraits, ou en obtenir à ses frais des extraits certifiés.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 7.

Copies authentiques. **8.** Les copies ou extraits de tout document signé par l'évêque en vertu de la présente loi sont authentiques s'ils sont certifiés par le chancelier qui en a la garde ou par le vice-chancelier.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 8.

### SECTION III

#### LA FABRIQUE

Constitution. **9.** Une fabrique est constituée pour chaque paroisse érigée canoniquement ou civilement avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966 et dont les biens sont détenus ou administrés par une fabrique pré-existante.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 9.

Corporation. **10.** Une fabrique de paroisse ou de desserte est, par le seul fait de l'érection canonique de cette paroisse ou desserte, après le 1<sup>er</sup> janvier 1966, constituée en corporation à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'avis prévu à l'article 2.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 10; 1968, c. 23, a. 8.

Paroisse n'ayant pas de fabrique. **11.** L'évêque d'un diocèse peut constituer une fabrique de paroisse ou de desserte pour une paroisse ou desserte de son diocèse qui a été érigée canoniquement avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966 et dont les biens ne sont pas détenus ou administrés par une fabrique pré-existante.

Déclaration. L'évêque qui désire constituer une fabrique en vertu du présent article signe en double exemplaire une déclaration faite suivant la formule reproduite en annexe de la présente loi; un exemplaire de cette déclaration est transmis au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières et l'autre, au chancelier du diocèse.

Avis. Avis de cette déclaration est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Date de constitution. La fabrique est constituée en corporation à compter de la date de cette publication.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 11; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 115; 1975, c. 76, a. 11.

- Désignation. **12.** Une fabrique est désignée sous le nom, en français, de «La Fabrique de la paroisse de» ou «La Fabrique de la desserte de» (*nom de la paroisse ou de la desserte*) et, en anglais, «The *Fabrique* of the parish of» ou «The *Fabrique* of the chapelry of» (*nom de la paroisse ou de la desserte*).  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 12.
- Objet. **13.** Une fabrique est une corporation ecclésiastique dont l'objet est d'acquérir, de posséder, de détenir, et d'administrer des biens pour les fins de l'exercice de la religion catholique romaine dans la paroisse ou la desserte pour laquelle elle est formée.
- Succession. Elle a succession perpétuelle et subsiste malgré le défaut de membres.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 13; 1968, c. 78, a. 3.
- Composition. **14.** Une fabrique de paroisse ou de desserte est formée des personnes qui occupent la charge de curé de cette paroisse ou de desservant de la desserte et de marguillier de cette paroisse ou desserte.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 14.
- Siège social. **15.** Le siège social d'une fabrique est situé au lieu de résidence habituelle du curé ou du desservant ou à tout autre endroit de la paroisse ou de la desserte fixé par un décret de l'évêque.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 15; 1968, c. 78, a. 4.
- Dissolution. **16.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, à la requête de l'évêque du diocèse dans lequel se trouve le siège social d'une fabrique, peut déclarer cette fabrique dissoute si la paroisse ou la desserte dont elle détient les biens a été supprimée conformément à l'article 2 de la présente loi. Cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle du Québec*. Au cas de dissolution, les biens de la fabrique sont, après le paiement de ses obligations, dévolus à cet évêque qui doit les remettre à une ou plusieurs fabriques de son diocèse.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 16; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 115; 1975, c. 76, a. 11.
- Force probante du certificat. **17.** Le certificat du chancelier ou du vice-chancelier d'un diocèse constitue pour toutes fins la preuve des faits qui y sont mentionnés concernant:

- a) l'érection d'une paroisse ou d'une desserte, son union à une autre paroisse ou desserte ou la modification de son territoire;
- b) le nom d'une fabrique et la situation de son siège social;
- c) les noms des personnes qui sont membres d'une fabrique;
- d) les limites d'une paroisse ou d'une desserte;
- e) la qualité de paroissien ou de paroissien propriétaire;
- f) la suppression d'une paroisse ou d'une desserte;
- g) le nom du diocèse dont fait partie une paroisse ou une desserte;
- h) le nom du clerc qui occupe la fonction d'évêque catholique romain du diocèse, de curé d'une paroisse ou de desservant d'une desserte.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 17.

#### SECTION IV

#### DROITS, POUVOIRS ET PRIVILÈGES DE LA FABRIQUE

Pouvoirs, droits et  
privilèges.

**18.** Toute fabrique a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ecclésiastiques; elle peut spécialement pour ses fins:

- a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
- b) ester en justice;
- c) acquérir, établir, ériger, posséder, maintenir, administrer et gérer des églises, chapelles, presbytères, cimetières, caveaux funéraires et autres constructions;
- d) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;
- e) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;
- f) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;
- g) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;
- h) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss, conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (chapitre P-16) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;
- i) placer ses fonds dans les valeurs visées aux paragraphes a à g de l'article 981o du Code civil ainsi que dans les valeurs des corporations détenant et administrant des biens ecclésiastiques ou religieux;

j) aider toute personne poursuivant une fin similaire aux siennes, lui céder tout bien quelconque, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

k) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

l) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre en relation avec ses fins;

m) acquérir, posséder, louer, détenir, administrer et aliéner des biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque sans être assujettie à la Loi sur les terrains de congrégations religieuses et à la Loi sur la mainmorte;

n) acquérir par expropriation, en se conformant à la Loi sur les terrains de congrégations religieuses, le terrain désigné par l'évêque pour l'emplacement ou l'agrandissement d'une église, d'un presbytère ou d'un cimetière;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a la jouissance, et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de ces ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la subsistance et à l'entretien du curé ou desservant de la paroisse ou de la desserte dont elle détient les biens, des clercs qui y assurent le service religieux et des personnes à son service;

q) céder, à titre gratuit ou à titre onéreux, la totalité ou une partie de ses oeuvres;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en oeuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) approuver, demander et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autorisation ou disposition législative ou administrative, qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toute procédure ou demande qui pourrait être de nature à lui nuire directement ou indirectement;

t) être membre d'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, ou être membre d'une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (chapitre A-26), et déposer ses fonds, en tout ou en partie, dans cette caisse d'épargne et de crédit;

u) contribuer à une caisse de retraite ou à un régime d'assurance collective pour le bénéfice de ses employés ou des clercs attachés à la paroisse ou la desserte dont elle détient les biens.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 18; 1966-67, c. 82, a. 7; 1968, c. 78, a. 5; 1973, c. 71, a. 4.

Réglementation. **19.** Toute fabrique peut faire des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et employés;
- c) l'administration, la gestion, l'usage, le contrôle et l'aliénation de ses oeuvres;
- d) les conditions de concession et d'occupation des bancs et des sièges dans l'église et les chapelles qu'elle détient;
- e) les conditions de concession des lots ou des fosses dans le cimetière qu'elle détient.

Approbation. Ces règlements entrent en vigueur sur approbation de l'évêque du diocèse de la paroisse ou de la desserte.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 19.

Immeubles non utilisés. **20.** Toute fabrique doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui pendant une période de sept années consécutives n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 20.

Changement de nom. Avis. **21.** Avec l'autorisation du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières et le consentement de l'évêque du diocèse de la paroisse ou de la desserte, une fabrique peut changer son nom corporatif. Une telle modification entre en vigueur le sixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 21; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 115; 1975, c. 76, a. 11.

Donations autorisées. **22.** Nonobstant toute disposition législative contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois du Québec sont habilitées à faire à une fabrique les donations qu'elles jugent convenables pourvu qu'il en soit ainsi décidé par résolution adoptée par les administrateurs, à la majorité des voix, au cours d'une assemblée convoquée à cette fin et à laquelle il y a quorum.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 22.

Fondations. **23.** Une fabrique peut accepter des fondations pour des fins religieuses, charitables, éducatives ou d'assistance, et, conséquemment, recevoir à titre de dépositaire légal ou de ministre fiduciaire, de légataire ou de donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur, et s'obliger à exécuter les charges établies par ce dernier, la fabrique n'étant tenue de leur exécution que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

- Patrimoine distinct.** Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui est géré et administré séparément et pour lequel la fabrique tient une comptabilité distincte. La fabrique exerce sur chacun de ces patrimoines les droits d'un propriétaire absolu et elle peut employer un sceau particulier pour chacun.
- Acceptation assujettie à autorisation.** La fabrique doit être spécialement autorisée par l'évêque du diocèse de la paroisse ou de la desserte pour accepter de telles fondations; elle ne peut placer les biens de ces fondations qu'avec l'autorisation de l'évêque et elle doit les administrer sous sa surveillance.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 23.
- Biens hors commerce.** **24.** Les garanties créées par une fabrique en vertu des paragraphes *f* ou *h* de l'article 18 sur des biens hors commerce sont valides et ont leur plein effet de la même façon que si les biens grevés étaient dans le commerce.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 24.
- Registres.** **25.** Toute fabrique doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:
- a) une copie certifiée des décrets de l'évêque concernant la fabrique, ou la paroisse ou la desserte dont elle détient les biens;
  - b) les règlements de la fabrique;
  - c) les nom, prénoms, nationalité et adresse de chaque membre de la fabrique, en indiquant pour chacun la date à laquelle il est devenu membre de la fabrique et celle à laquelle il a cessé de l'être;
  - d) un résumé des dispositions des fondations que la fabrique a acceptées sous le régime de l'article 23;
  - e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles, en indiquant pour chacune le montant du principal, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom et l'adresse du créancier ou, s'il s'agit d'émission de bons ou d'obligations, le nom du fiduciaire;
  - f) les procès-verbaux des assemblées de fabrique et des assemblées de paroissiens.
- Force probante.** Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la fabrique et certifiés par le curé ou le desservant ou par le secrétaire de la fabrique.
- Consultation.** Toute personne intéressée peut prendre connaissance de ces registres et en obtenir à ses frais un extrait certifié.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 25.

## SECTION V

### EXERCICE DES POUVOIRS DE LA FABRIQUE

Autorisation requise. **26.** Toute fabrique doit être préalablement et spécialement autorisée par l'évêque du diocèse de la paroisse ou de la desserte pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants:

- a) le pouvoir d'acquérir, de louer ou d'aliéner des immeubles;
- b) le pouvoir de faire de nouvelles constructions;
- c) le pouvoir de placer des capitaux;
- d) le pouvoir de faire des emprunts de deniers;
- e) le pouvoir d'accepter ou de refuser une libéralité, à l'exception des dons manuels;
- f) le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 23;
- g) les pouvoirs énoncés aux paragraphes *b, f, g, h, j, l, n, o, q, r, s et u* de l'article 18;
- h) requérir les services de personnes ou d'organismes pour fins de souscriptions;
- i) aliéner des biens meubles présentant un intérêt historique ou artistique ou acquis par la fabrique depuis plus de cinquante ans.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 26; 1973, c. 71, a. 5.

Emprunts à court terme. **27.** 1. Une fabrique peut avec la seule autorisation de l'évêque contracter des emprunts de deniers échéant pendant l'année financière alors en cours; le montant dû en vertu de ces emprunts ne doit pas excéder le quart des recettes ordinaires de la fabrique pour l'année financière précédente.

Autorisation générale. 2. L'évêque peut accorder à toute fabrique une autorisation générale de contracter aux conditions qu'il détermine les emprunts visés au paragraphe 1.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 27.

Autres emprunts. **28.** Les emprunts autres que ceux visés à l'article 27 doivent être préalablement et spécialement autorisés par l'assemblée des paroissiens et par l'évêque.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 28.

Assemblée de fabrique. **29.** Sous réserve de l'autorité conférée à l'évêque par la présente loi, l'assemblée de fabrique exerce les pouvoirs de la fabrique sans être tenue d'obtenir l'autorisation ou l'approbation de l'assemblée des paroissiens ou des paroissiens propriétaires, sauf dans les cas où

cette autorisation ou approbation est spécialement requise par la présente loi.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 29.

Fonds d'amortissement. **30.** Une fabrique doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons ou d'obligations qui ne sont pas remboursables par annuités.

Copie de tout acte de fiducie. Toute fabrique doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; toute personne intéressée peut à l'occasion et sans frais en prendre communication et même en prendre des extraits.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 30.

Projet de budget. **31.** Au moins deux mois avant le début de son année financière, toute fabrique doit faire parvenir à l'évêque de son diocèse, pour approbation, son projet de budget pour la prochaine année financière. L'approbation du budget par l'évêque ne dispense pas la fabrique de la nécessité d'obtenir les autorisations requises par les articles 26 ou 27.

Communication aux paroissiens. Le budget de la fabrique est communiqué aux paroissiens après son approbation par l'évêque.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 31.

Rapport annuel. **32.** Dans les soixante jours suivant la fin de son année financière, toute fabrique transmet à l'évêque un rapport des biens en sa possession et de ses opérations au cours de cette année financière, donnant tous les renseignements nécessaires pour faire connaître l'état de ses affaires. Ce rapport est dans le même délai communiqué aux paroissiens.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 32.

Année financière. **33.** L'année financière d'une fabrique commence le premier jour de janvier ou à une autre date approuvée par l'évêque du diocèse.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 33.

## SECTION VI

### LES MARGUILLIERS

Nombre. **34.** Les marguilliers d'une fabrique de paroisse sont au nombre de

six; ceux d'une fabrique de desserte sont au nombre de trois, mais l'évêque peut, par décret, porter ce nombre à six.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 34.

Élection. **35.** Les marguilliers sont élus par l'assemblée des paroissiens convoquée et tenue à cette fin au cours des deux derniers mois de chaque année financière; cependant, dans les soixante jours qui suivent la constitution d'une fabrique en vertu de la présente loi, une assemblée de paroissiens doit être convoquée pour l'élection des premiers marguilliers.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 35 (*partie*); 1973, c. 71, a. 6.

Mise en nomination. **36.** Tout paroissien qui y consent peut, lors de l'assemblée des paroissiens tenue à cette fin, être mis en nomination à la charge de marguillier sur la proposition de deux paroissiens présents.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 36.

Durée du mandat. **37.** La durée du mandat des marguilliers est de trois ans à compter du début de l'année financière suivant le mois au cours duquel doit être tenue l'assemblée des paroissiens pour l'élection des marguilliers.

Nouvelle fabrique. Cependant, parmi les marguilliers élus ou nommés à la suite de la constitution de la fabrique, un tiers ne reste en fonction que jusqu'à la fin de l'année financière pendant laquelle ils ont été élus ou nommés, un autre tiers ne restent en fonction que jusqu'à la fin de l'année financière suivant celle de leur élection ou nomination; la mandat du troisième tiers de ces marguilliers expire à la fin de la deuxième année financière suivant celle de leur élection ou nomination.

Tirage au sort. Si le choix de ceux des marguilliers dont le mandat ne doit pas expirer à la fin de la deuxième année financière suivant celle de leur élection n'a pas été fait lors de leur élection, il est fait par tirage au sort à l'assemblée des paroissiens qui doit élire leurs successeurs.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 37.

Fin du mandat. **38.** Les marguilliers sortent de charge à tour de rôle, un tiers à la fin de chaque année financière; ils continuent néanmoins d'exercer leur mandat jusqu'à l'élection ou nomination de leurs successeurs si ceux-ci n'ont pas été élus ou nommés; ils ne peuvent remplir un nouveau mandat que deux ans après l'expiration de leur mandat précédent.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 38; 1973, c. 71, a. 7.

Inhabilité à continuer  
mandat.

**39.** Un marguillier cesse en outre d'exercer sa fonction et sa charge devient vacante:

- a) s'il cesse d'être paroissien;
- b) s'il est interdit;
- c) s'il est déclaré en faillite ou s'il fait une cession de ses biens;
- d) s'il démissionne par avis écrit adressé à la fabrique;
- e) s'il est déclaré déchu de sa fonction par jugement d'un tribunal compétent ayant acquis force de chose jugée;
- f) s'il a un intérêt direct ou indirect distinct de celui des autres paroissiens dans un contrat auquel la fabrique est partie.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 39.

Vacance.

**40.** Si la charge d'un marguillier devient vacante pendant la durée de son mandat, son successeur est élu pour le reste de son mandat par l'assemblée de paroissiens convoquée et tenue dans les soixante jours.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 40.

Nomination par l'évêque.

**41.** Lorsque les marguilliers ne sont pas élus dans le délai prescrit par la présente loi, l'évêque du diocèse où est situé le siège social de la fabrique peut nommer lui-même les marguilliers ou ordonner la tenue d'une assemblée de paroissiens pour qu'il y soit procédé à l'élection.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 41.

Charge gratuite.

**42.** La charge de marguillier est gratuite.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 42.

## SECTION VII

### L'ASSEMBLÉE DE FABRIQUE

Convocation.

**43.** Une assemblée de fabrique peut être convoquée par l'évêque du diocèse, le curé ou desservant, ou deux marguilliers.

Avis.

Avis écrit d'une assemblée de fabrique doit être donné par l'évêque, par le curé ou desservant ou le secrétaire de la fabrique au moins trois jours francs avant celui qui est fixé pour la tenue de l'assemblée; cet avis doit indiquer le lieu, le jour, l'heure et l'objet de l'assemblée.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 43; 1973, c. 71, a. 8.

- Renonciation à l'avis.** **44.** Tout membre de la fabrique présent à une assemblée peut renoncer par écrit à l'avis de convocation de cette assemblée.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 44; 1968, c. 78, a. 6.
- Président.** **45.** L'assemblée de fabrique est présidée par le curé ou desservant; celui-ci a droit de vote mais ne jouit pas, au cas d'égalité des voix, d'un vote prépondérant.
- Quorum.** La majorité des membres de la fabrique constitue le quorum à une assemblée de la fabrique.
- Décisions.** Les décisions de la fabrique sont prises à la majorité des membres présents.
- Absence, incapacité ou refus du curé.** Si le curé ou desservant est absent ou incapable d'agir ou s'il refuse d'agir, l'évêque ou son délégué peut présider l'assemblée de fabrique; il est alors considéré comme un membre de la fabrique et jouit du même droit de vote que le curé ou desservant.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 45; 1973, c. 71, a. 9.
- Membres intéressés.** **46.** Nul membre d'une fabrique ne peut prendre part aux délibérations ni voter sur une question dans laquelle il a un intérêt direct ou indirect distinct de celui des autres paroissiens.
- Décision finale.** L'assemblée de fabrique décide de façon définitive et sans appel si un membre a un intérêt direct ou indirect distinct de celui des autres paroissiens, et celui-ci n'a pas droit de voter sur cette question.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 46.
- Ajournements.** **47.** Si, à une assemblée de fabrique dûment convoquée, les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées, l'assemblée peut être ajournée aussi souvent qu'il est nécessaire pour la considération et la dépêche des affaires inachevées, sans qu'il soit nécessaire de donner avis de ces ajournements aux membres présents ou absents; mais aucune affaire nouvelle ne peut être soumise ou prise en considération à aucun ajournement d'une assemblée, sauf si tous les membres de la fabrique sont alors présents et y consentent.  
1973, c. 71, a. 10.
- Procès-verbal.** **48.** Un procès-verbal des décisions prises par la fabrique à chaque assemblée doit être rédigé; ce procès-verbal, après approbation à la fin de l'assemblée dont il s'agit ou à l'assemblée suivante, doit être signé par le président de l'assemblée à laquelle il est approuvé et par le secrétaire.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 47; 1968, c. 78, a. 7.

## SECTION VIII

### L'ASSEMBLÉE DES PAROISSIENS

- Droit d'assister.** **49.** Les paroissiens de la paroisse ou de la desserte à laquelle ils appartiennent ont le droit d'assister à toute assemblée des paroissiens de cette paroisse ou desserte.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 48.
- Convocation.** **50.** L'assemblée des paroissiens est convoquée par le curé ou desservant.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 49.
- Avis.** **51.** L'avis d'assemblée doit indiquer le lieu, le jour, l'heure et l'objet de l'assemblée.  
**Lecture et affichage.** Cet avis est lu, au moins six jours francs avant la date de l'assemblée, à chacune des messes dominicales célébrées dans la paroisse ou desserte, sauf à celles qui sont célébrées uniquement à l'intention de clercs ou de membres d'une communauté religieuse; il doit aussi être affiché pendant le même délai près de la porte de l'édifice où la messe dominicale est célébrée.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 50.
- Président.** **52.** L'assemblée des paroissiens est présidée par le curé ou desservant; le président n'y a pas droit de vote.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 51.
- Quorum.** **53.** À une assemblée de paroissiens, dix paroissiens forment quorum.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 52.
- Vote majoritaire.** **54.** Les décisions de l'assemblée des paroissiens sont prises à la majorité des votes des paroissiens présents.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 53.
- Façon de voter.** **55.** À une assemblée de paroissiens, le vote est pris à main levée à moins que deux paroissiens présents, appuyés par cinq paroissiens présents, ne demandent que le vote soit pris au scrutin secret; dans ce cas, le vote doit être pris au scrutin secret.  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 54.

Procès-verbal. **56.** Un procès-verbal des décisions prises par les paroissiens à chaque assemblée doit être rédigé; ce procès-verbal, après approbation à la fin de l'assemblée dont il s'agit ou à l'assemblée suivante, doit être signé par le président de l'assemblée à laquelle il est approuvé et par le secrétaire.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 55; 1968, c. 78, a. 8.

## SECTION IX

### LES COTISATIONS

Autorisation. **57.** Lorsqu'une fabrique constate qu'il lui est impossible de payer ses dettes contractées pour fins de construction ou de réparation d'une église ou d'un presbytère, elle peut, après y avoir été autorisée par l'assemblée des paroissiens propriétaires, imposer une cotisation sur les immeubles situés dans la paroisse ou desserte qui sont la propriété des paroissiens propriétaires et prélever la somme nécessaire au paiement de ses dettes. Cette cotisation doit être payable en pas moins de douze versements annuels égaux.

Approbation de l'évêque. L'imposition de cette cotisation est sans effet tant qu'elle n'est pas approuvée par l'évêque du diocèse de la paroisse ou de la desserte dont la fabrique détient les biens.

Assemblée. L'assemblée des paroissiens propriétaires est convoquée et tenue de la même manière qu'une assemblée des paroissiens.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 56; 1968, c. 78, a. 9.

Acte de cotisation. **58.** Lorsqu'une fabrique a imposé une cotisation en vertu de l'article 57, elle doit dresser un acte de cotisation afin de répartir le montant total de cette cotisation entre les immeubles des paroissiens propriétaires, proportionnellement à la valeur de chacun de ces immeubles; cet acte de cotisation indique:

- a) les noms et adresse des paroissiens propriétaires;
- b) une description sommaire des immeubles de chacun des paroissiens propriétaires et la valeur de chacun de ces immeubles;
- c) le montant de la cotisation imposée sur chacun de ces immeubles et dû par chaque paroissien propriétaire;
- d) l'échéance de chacun des versements sur la cotisation.

Valeur des immeubles. La valeur des immeubles des paroissiens propriétaires est celle indiquée au rôle d'évaluation en vigueur pour fins municipales à la date de l'imposition de cette cotisation.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 57.

Dépôt. **59.** Dès que l'acte de cotisation est complété, il est déposé au siège

social de la fabrique ou à un autre endroit qui est facile d'accès pour les paroissiens propriétaires.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 58; 1968, c. 78, a. 10.

**Avis. 60.** Avis public du dépôt de l'acte de cotisation doit être donné; cet avis indique l'endroit où l'acte de cotisation est déposé et également le lieu, le jour et l'heure où le curé ou le desservant et les marguilliers entendront les plaintes des paroissiens propriétaires, en décideront, et homologueront l'acte de cotisation.

**Lecture de l'avis.** Cet avis est lu pendant trois dimanches consécutifs, à chacune des messes dominicales célébrées dans la paroisse ou desserte, sauf à celles qui sont célébrées uniquement à l'intention de clercs ou de membres d'une communauté religieuse. Il est aussi affiché pendant trente jours près de la porte de l'édifice où la messe dominicale est célébrée.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 59.

**Examen de l'acte. 61.** Pendant les trente jours qui suivent la première lecture de l'avis à la messe dominicale, les paroissiens propriétaires peuvent chaque jour, de neuf heures à vingt et une heures, prendre connaissance de l'acte de cotisation.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 60.

**Plaintes. 62.** Après la publication de l'avis mentionné à l'article 61, le curé ou desservant et les marguilliers entendent, à la date, au lieu et à l'heure indiqués dans l'avis, les plaintes des paroissiens propriétaires à l'encontre de l'acte de cotisation; ils décident de ces plaintes et confirment ou modifient, en tout ou en partie, l'acte de cotisation. Après avoir décidé de toutes les plaintes, ils homologuent l'acte de cotisation.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 61.

**Nouvel acte de cotisation. 63.** Chaque année la fabrique doit, en la manière prescrite aux articles 58 à 62, dresser un nouvel acte de cotisation. Cependant, la fabrique ne peut par cet acte cotiser que les immeubles alors possédés par des paroissiens propriétaires de la paroisse ou de la desserte dont elle détient ou administre les biens.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 62; 1968, c. 78, a. 11.

**Privilège. 64.** Le montant de la cotisation imposée sur un immeuble par un acte de cotisation porte privilège sur cet immeuble, mais jusqu'à concurrence seulement des versements échus et impayés sur la coti-

- sation. Cependant ce privilège n'existe que si avant l'échéance du versement une copie certifiée de l'acte de cotisation avec mention de la date de son homologation a été déposée au bureau de la division d'enregistrement où est situé l'immeuble.
- Indications. Lorsqu'un registrateur reçoit une telle copie d'un acte de cotisation, il doit y indiquer l'heure et la date de sa réception et la conserver dans ses archives.
- Exemption. L'acte de cotisation demeure exempt de tout autre formalité de l'enregistrement.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 63; 1968, c. 78, a. 12.
- Homologation. **65.** Aucun versement de cotisation n'est exigible tant que l'acte de cotisation n'a pas été homologué.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 64.
- Acte en vigueur pour un an. **66.** Un acte de cotisation est en vigueur pendant l'année qui suit la date de son homologation à moins qu'il ne soit antérieurement remplacé par un nouvel acte conformément à l'article 63; lorsqu'un acte de cotisation cesse d'être en vigueur, la fabrique conserve tous ses droits pour les versements alors échus.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 65.
- Intérêt. **67.** Les versements échus et impayés portent intérêt au taux de cinq pour cent l'an à compter de la date d'échéance.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 66.
- Exemption de paiement. **68.** Une fabrique peut, avec le consentement de l'évêque, exempter du paiement d'une partie ou de la totalité d'une cotisation les paroissiens propriétaires qui ont volontairement et irrévocablement donné une somme d'argent à la fabrique pour les fins de la construction ou de la réparation de l'église ou du presbytère.
- 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 67.

## SECTION X

### DISPOSITIONS FINALES

- Modification des limites d'une paroisse. **69.** Si les limites d'une paroisse sont modifiées par décret de l'évêque rendu en vertu de l'article 2 et si un acte de cotisation homologué en vertu de la Loi des paroisses et des fabriques (Statuts refondus, 1964, chapitre 303) est alors en vigueur dans cette paroisse, la fabrique peut, après y avoir été autorisée par l'assemblée de ses paroissiens

propriétaires et après avoir obtenu l'autorisation de l'évêque, décréter la confection d'un nouvel acte de cotisation conformément aux dispositions de la présente loi. Ce nouvel acte de cotisation remplace, à compter de son homologation, l'acte de cotisation en vigueur lors de l'adoption de la Loi des fabriques (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 76) et il a le même effet que s'il avait été fait à la suite d'une cotisation imposée en vertu de l'article 57.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 72.

Transmission de registres  
ou autres documents.

**70.** Les registres, archives ou autres documents qui étaient, le premier janvier 1966, entre les mains des commissaires civils pour l'érection des paroisses de chacun des diocèses du Québec sont transmis au chancelier de chacun de ces diocèses qui en devient le dépositaire.

1968, c. 78, a. 14.

Oeuvres ou entreprises de  
loisirs.

**71.** 1. Une fabrique préexistante est réputée avoir eu jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1966 le droit et la capacité d'acquérir et de détenir des biens pour fins d'oeuvres ou entreprises de loisirs et d'en disposer.

Droit d'en disposer.

2. Une fabrique préexistante peut disposer à titre gratuit ou onéreux, aux conditions prescrites ou approuvées par l'évêque du diocèse, des oeuvres ou entreprises de loisirs qu'elle exploite et de tous les biens utilisés par elle à ces fins.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 73.

Droits confirmés.

**72.** Toute fabrique qui détient des biens pour fins de loisirs a toujours eu le droit et la capacité d'acquérir, de détenir et d'administrer ces biens; elle a aussi le droit et la capacité de les détenir et administrer et d'acquérir, détenir et administrer des biens meubles pour ces fins; une telle fabrique doit, à la demande de l'évêque du diocèse, disposer des biens qu'elle détient alors pour fins de loisirs, à titre gratuit ou onéreux, dans le délai et aux conditions qu'il détermine.

Acquisitions prohibées.

Aucune autre fabrique ne peut, après le 5 juillet 1968, acquérir, détenir ou administrer des biens pour fins de loisirs ni exploiter des oeuvres ou entreprises de loisirs.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 74; 1966-67, c. 79, a. 1; 1968, c. 78, a. 15.

Dispositions sauvegardées.

**73.** Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions du chapitre 149 des lois de 1956-1957.

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, a. 75.

ANNEXE

(Article 11)

Je soussigné, .....  
évêque catholique romain de .....  
déclare qu'en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par l'article  
11 de la Loi sur les Fabriques, je constitue en corporation pour la  
paroisse (desserte) de .....  
«La Fabrique de la paroisse (desserte) de .....  
.....».

Signé à .....ce.....  
jour de .....

.....,  
(signature)

Evêque catholique romain de .....  
1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 76, annexe.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 76 des lois annuelles de 1965 (1<sup>re</sup> session), tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 35 (*partie*), 68 à 71 et 77, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre F-1 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



# TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC, 1965 (1<sup>re</sup> session)**      **LOIS REFONDUES, 1977**

**Chapitre 76**

**Chapitre F-1**

**LOI DES FABRIQUES**

**LOI SUR LES FABRIQUES**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	
par. <i>a</i> ) - <i>c</i> )	par. <i>a</i> ) - <i>c</i> )	
par. <i>d</i> ) - <i>f</i> )		Abrogés 1973, c. 71, a. 1
par. <i>g</i> )	par. <i>d</i> )	
par. <i>h</i> )	par. <i>e</i> )	
par. <i>i</i> )	par. <i>f</i> )	
par. <i>j</i> )	par. <i>g</i> )	
par. <i>k</i> )	par. <i>h</i> )	
par. <i>l</i> )	par. <i>i</i> )	
par. <i>m</i> ) - <i>o</i> )		Abrogés 1973, c. 71, a. 1
par. <i>p</i> )	par. <i>j</i> )	
par. <i>q</i> )	par. <i>k</i> )	
par. <i>r</i> )	par. <i>l</i> )	
2 - 46	2 - 46	
46 <i>a</i>	47	
47	48	
48	49	
49	50	

# FABRIQUES

L.Q. 1965 (1<sup>re</sup> sess.), L.R. 1977, c. F-1  
c. 76

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
50	51	
51	52	
52	53	
53	54	
54	55	
55	56	
56	57	
57	58	
58	59	
59	60	
60	61	
61	62	
62	63	
63	64	
64	65	
65	66	
66	67	
67	68	
68 - 71		Omis
72	69	
72a	70	
73	71	
74	72	
75	73	

**L.Q. 1965 (1<sup>re</sup> sess.), L.R. 1977, c. F-1  
c. 76**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
----------	----------	-----------

76 - 77		Omis
---------	--	------

Annexe	Annexe	
--------	--------	--

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

